

du 06 juillet 2018

portant approbation des statuts du Fonds
d'Entretien Routier « FER ».

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

- Vu la Constitution du 25 novembre 2010 ;
- Vu la directive n°11/2009/CM/UEMOA du 25 septembre 2009, portant harmonisation des stratégies d'entretien routier dans les Etats membres de l'UEMOA ;
- Vu l'ordonnance n°99-54 du 22 novembre 1999, instituant une catégorie d'établissements publics dénommée « Etablissements Publics de Financement (EPF) »;
- Vu la loi n°2017-37 du 22 mai 2017 portant création du Fonds d'Entretien Routier du Niger (FER) ;
-
- Vu le décret n° 2013-505/PRN/ME du 04 décembre 2013, portant organisation du Ministère de l'Equipement ;
- Vu le décret n° 2016-161/PRN du 02 avril 2016, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu le décret n° 2016-572/PRN du 19 octobre 2016, portant remaniement des membres du Gouvernement et les textes modificatifs subséquents ;
- Vu le décret n° 2016-623/PRN du 14 novembre 2016, portant organisation du Gouvernement et fixant les attributions des Ministres d'Etat, des Ministres et des Ministres Délégués ;
- Vu le décret n°2016-624/PM du 14 novembre 2016, précisant les attributions des membres du Gouvernement ;
- Sur rapport conjoint du Ministre de l'Equipement et du Ministre des Finances ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

Article premier : Sont approuvés, tels qu'annexés au présent décret, les statuts du Fonds d'Entretien Routier du Niger (FER).

Article 2 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret, notamment celles du décret n°2005-152/PRN/ME du 29 juillet 2005, portant approbation des Statuts de la Caisse Autonome de Financement de l'Entretien Routier (CAFER).

Article 3 : Le Ministre de l'Equipeement et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié avec lesdits statuts au Journal Officiel de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 06 juillet 2018

Signé : Le Président de la République

ISSOUFOU MAHAMADOU

Le Premier Ministre

BRIGI RAFINI

Le Ministre de l'Equipeement

KADI ABDOULAYE

Le Ministre des Finances

MASSOUDOU HASSOUMI

Pour ampliation :

Le Secrétaire Général
du Gouvernement



ABDOU DANGALADIMA

OK
5

**ANNEXE AU DECRET N° 2018-460/PRN/MEQ/MF DU 06 JUILLET 2018
PORTANT APPROBATION DES STATUTS DU FONDS D'ENTRETIEN
ROUTIER DU NIGER (FER)**

Statuts du Fonds d'Entretien Routier (FER)

CHAPITRE PREMIER : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Le Fonds d'Entretien Routier (FER), établissement public de financement créé par la loi n° 2017-37 du 22 mai 2017 est régi par l'ordonnance n° 99-54 du 22 novembre 1999, instituant une catégorie d'établissements publics dénommée « Établissements Publics de Financement » (EPF) et par les présents statuts.

Le FER est un fonds de deuxième génération.

Article 2 : Le FER est doté de la personnalité morale et jouit de l'autonomie financière et de gestion.

Article 3 : Dans tous les actes et documents émanant du FER et destinés aux tiers, la dénomination doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement et en toutes lettres « Établissement Public de Financement ».

Article 4 : Le Fonds d'Entretien Routier est placé sous la tutelle technique du Ministre chargé des Routes et la tutelle financière du Ministre chargé des Finances.

Article 5 : Le siège du FER est fixé à Niamey. Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national, sur décision des autorités de tutelle, sur proposition du Conseil des Routes.

CHAPITRE II : DES MISSIONS DU FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER

Article 6 : Le Fonds d'Entretien Routier a pour missions, sur la base de la programmation des travaux arrêtée par le Ministère en charge des Routes, de :

- collecter, suivre et mobiliser les ressources pour le financement de l'entretien routier ;
- assurer le financement des programmes de protection du patrimoine routier national et d'entretiens courant et périodique du réseau routier national ;

- assurer exceptionnellement le financement des travaux dits d'urgence qui peuvent survenir à la suite d'un cataclysme ou d'un accident ;
- contribuer au financement de l'entretien routier des voiries urbaines et des pistes rurales.

CHAPITRE III : DES ORGANISMES BENEFICIAIRES DU FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER

Article 7 : Les organismes bénéficiaires du Fonds sont :

- le service du Ministère en charge des routes, chargé de la programmation de l'entretien routier ;
- l'agence de maîtrise d'ouvrage déléguée de l'entretien routier ;
- la cellule indépendante d'audit courant des marchés d'entretien routier ;
- l'organisme en charge de la Sécurité routière ;
- l'organisme en charge de l'exploitation des péages et des pesages.

CHAPITRE IV : DES RESSOURCES ET DES DEPENSES

SECTION 1 : DES RESSOURCES

Article 8 : Les ressources du Fonds d'Entretien Routier du Niger (FER) proviennent, dans les limites fixées par la loi :

- de la Redevance d'Usage Routier (RUR) à prélever sur la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP) destinés à la consommation intérieure des carburants (essence et gas-oil) ;
- des redevances directes liées à l'exploitation du réseau routier : péages, droits de passage et amendes perçues sur les contrevenants à la réglementation sur la limitation des gabarits et poids des véhicules et produits des concessions ;
- des recettes liées à la vente des dossiers d'appel d'offres relatifs aux programmes routiers financés par l'Etat et ses partenaires ;
- des contributions ou subventions d'organismes internationaux à titre d'aide bilatérale ou multilatérale ;
- de la subvention de l'Etat ;

- OK
5
- des contributions destinées à l'entretien routier que pourraient verser les concessionnaires d'ouvrages sur le réseau routier, les collectivités territoriales et les partenaires financiers ;
 - des indemnisations pour dommages et dégâts causés aux domaines publics routiers dûment constatés, fixées aux dires d'expert ou par les tribunaux ;
 - des produits de la vente de matériel reformé acquis par le Fonds d'Entretien Routier ou affecté en dotation ;
 - de la redevance sur les pneumatiques neufs ou d'occasion et les pièces détachées ;
 - de la redevance sur le transport des réexportations des marchandises et le transport de carburant destiné à l'exportation ;
 - de la contribution des sociétés de recherches et d'exploitation minières et pétrolières ;
 - de la redevance sur les billets de transport routier de personnes ;
 - de la redevance sur les contrats d'assurance automobile et motocyclette ;
 - des produits des prestations diverses en rapport avec la mission du FER ;
 - des dons, legs, recettes et contributions légalement autorisés ;
 - des emprunts auprès des sociétés financières et bancaires.

Article 9 : L'intégralité des recettes de péage et les recettes de pesage est directement versée sur le compte du FER affecté à cet usage par la Structure en charge de l'exploitation.

Les taux sont fixés en fonction des catégories des véhicules, réparties comme suit :

- 2^{ème} catégorie : les véhicules de tourisme, les camionnettes, les pick-up, les véhicules tout terrain et les minibus ;
- 3^{ème} catégorie : les bus et les autobus de transport de personnes ;
- 4^{ème} catégorie : les camions à deux essieux et les tracteurs agricoles ;
- 5^{ème} catégorie : les ensembles articulés.

Les tarifs applicables par catégorie de véhicules sont fixés par décret pris en Conseil des Ministres.

Article 10 : Le montant de la Redevance d'Usage Routier (RUR) sur les produits pétroliers est fixé par décret pris en Conseil des Ministres et inscrit dans la loi des finances. Cette redevance est prélevée sur les produits pétroliers (essence et gas-oil).

016
5

Le montant de la redevance est versé à la fin de chaque mois directement au compte du FER ouvert à la BCEAO.

Un arrêté conjoint du Ministre chargé des routes et du Ministre chargé des Finances précise les modalités de versement et de mise à disposition de cette redevance à l'administration du FER.

Article 11 : Le produit de la vente des dossiers d'appel d'offres relatifs aux programmes routiers financés par l'Etat et ses partenaires est versé directement par le soumissionnaire au compte du Fonds d'Entretien Routier du Niger (FER) ouvert à cet effet.

Article 12 : Les indemnisations pour dommages et dégâts causés au réseau routier national sont directement versées par les auteurs en cause au compte du Fonds d'Entretien Routier du Niger (FER).

Une copie des documents fixant le montant des indemnisations est adressée au Fonds d'Entretien Routier du Niger (FER) qui assure le suivi du recouvrement.

En cas de non-exécution, le Fonds d'Entretien Routier du Niger (FER) peut utiliser les services d'huissier pour assurer le recouvrement.

Article 13 : Les ressources tirées du péage routier, du droit de passage et des pénalités liées au pesage sont versées directement aux comptes du FER ouvert à cet effet.

Article 14 : Les ressources tirées de l'exploitation par concession d'ouvrage du réseau routier national sont versées par le concessionnaire ou tout autre organisme chargé du recouvrement, au compte du FER ouvert à la BCEAO.

Article 15 : Des contrats peuvent être conclus par le FER avec les organismes chargés du recouvrement des ressources.

SECTION 2 : DES DEPENSES

Article 16 : Les ressources du Fonds d'Entretien Routier sont affectées au financement de toutes les opérations liées aux missions du FER.

Article 17 : Sont autorisées les dépenses relatives :

- au fonctionnement du FER à concurrence d'un montant maximum de 3 % des ressources ;

- 02/3
- à la programmation des travaux courants et périodiques réalisés par la Direction Générale de l'Entretien Routier du Ministère en charge des Routes à concurrence d'un montant maximum de 2% des ressources annuelles du FER ;
 - aux travaux d'entretien courant et périodique des routes à concurrence d'un montant minimum de 70% des ressources annuelles du FER, y compris la rémunération des prestations de l'Agence de maîtrise d'Ouvrage Délégée ;
 - aux travaux d'entretien courant et périodique des pistes rurales à concurrence d'un montant minimum de 5% des ressources annuelles du FER ;
 - aux travaux d'urgences des routes, à concurrence d'un montant maximum de 10% des ressources annuelles du FER ; le cas échéant ce montant sera réaffecté aux travaux d'entretien courant et périodique ;
 - à l'entretien des voiries urbaines à concurrence d'un montant maximum de 5% des ressources annuelles du FER ;
 - aux activités de la sécurité routière directement liées aux travaux d'entretien courant et/ou périodique financés par le FER, à concurrence d'un montant maximum de 1% des ressources annuelles du FER ;
 - au financement de la Cellule indépendante d'audit courant des marchés d'entretien routier et d'autres missions d'audit, à concurrence d'un montant maximum de 1% des ressources annuelles du FER ;
-
- à l'acquisition des équipements de l'organisme chargé de l'exploitation des péages et des stations de pesages fixes et mobiles dans une proportion d'un montant maximum de 3% des ressources annuelles du FER ; au besoin ce montant sera réaffecté aux travaux d'entretien courant et périodique.

Les limites de pourcentages ci-dessus qui sont données à titre indicatif peuvent faire l'objet d'ajustements ou de modifications annuels motivés par le Conseil de Routes.

CHAPITRE V : DE L'ADMINISTRATION

SECTION 1 : DU CONSEIL DES ROUTES

Article 18 : Le Conseil des Routes est l'organe délibérant du FER. Il est composé de douze (12) membres dont six (6) représentants de l'Etat, et six (6) représentants des opérateurs économiques et des usagers de la route (syndicats du secteur).

1. Les représentants de l'Etat :

- un (1) représentant du Ministère en charge des Routes ;
- un (1) représentant du Ministère en charge des Finances ;
- un (1) représentant du Ministère en charge du Commerce ;
- un (1) représentant du Ministère en charge des Transports ;
- un (1) représentant du Ministère en charge du Pétrole ;
- un (1) représentant de l'Association des Municipalités du Niger.

Les représentants des Ministères doivent avoir au moins le rang de directeur central.

2. Les représentants des opérateurs économiques :

- un (1) représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger (CCIN) ;
- un (1) représentant du Comité des Assureurs du Niger (CAN) ;
- un (1) représentant du Groupement Nigérien des Distributeurs des Produits Pétroliers (GNDPP).

Les représentants des opérateurs économiques doivent être titulaires d'un diplôme au moins équivalent à BAC + 3.

3. Les représentants des usagers de la route :

- un (1) représentant du Syndicat des Transporteurs Voyageurs ;
- un (1) représentant du Syndicat des Conducteurs Routiers ;
- un (1) représentant du Syndicat des transporteurs marchandises.

Les représentants des usagers de la route doivent être d'un niveau d'études BEPC au minimum.

Article 19 : Les représentants de la Direction Générale chargée de l'entretien routier participent aux réunions du Conseil des Routes sans voix délibérative.

Les partenaires techniques et financiers du secteur des routes peuvent être invités par le Président du Conseil des routes à participer aux réunions du Conseil des Routes en qualité d'observateurs.

Des personnes ressources peuvent être invitées à participer aux sessions du Conseil des Routes en raison de leurs compétences ou de leur expérience. Elles n'ont pas droit de vote.

Article 20 : Les membres du Conseil des Routes sont nommés par arrêté du Ministre chargé de la tutelle technique, sur proposition des responsables des structures concernées pour une période de trois (3) ans renouvelable une fois.

La présidence du Conseil des Routes est assurée par le représentant de la Chambre de Commerce. Il est nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre chargé des Routes.

Le Président du Conseil des Routes est secondé par un vice-président, représentant le Ministre chargé des Finances. Il est nommé dans les mêmes formes que celles du Président.

La fonction de membre du Conseil des routes n'est pas rémunérée. Toutefois, les membres perçoivent des indemnités de session dont le montant est fixé par le Conseil des Routes.

Article 21 : Le Conseil des Routes connaît de toutes les questions relatives à l'entretien du réseau routier financé par le FER.

Le Conseil des Routes examine toutes les questions relatives à l'organisation et au fonctionnement du FER.

En particulier, le CDR délibère sur :

- la politique du Fonds d'Entretien Routier de manière à garantir l'efficacité, le dynamisme et la transparence dans la mobilisation des ressources, la gestion et l'utilisation des fonds mobilisés ;
- la validation des programmes d'entretien routier proposés par la Direction Générale chargée de l'entretien routier en fonction des ressources de financement disponibles ;
- la décision de l'emploi des ressources du Fonds sur la base des programmes d'entretien routier proposés ;
- le recrutement du Directeur Général du FER ;
- le recrutement du personnel d'encadrement du FER ;
- l'information régulière du public, au moins une fois par semestre, sur la gestion et l'utilisation des ressources du FER et sur l'avancement de l'exécution financière des programmes annuels d'entretien en cours, financés par le FER.

En outre, le Conseil des Routes :

- recommande au Gouvernement l'introduction de nouvelles redevances ou tout ajustement des taux de prélèvement des droits et redevances qui s'avèrent nécessaires pour disposer des fonds en rapport avec les besoins d'entretien routier ;

- adopte le règlement intérieur et le manuel de procédures du FER ;
- prépare l'organigramme et la définition des fonctions de chaque direction ;
- valide les décisions de recrutement du personnel ;
- examine et approuve le budget de fonctionnement du FER ;
- approuve le rapport d'activités de la Direction Générale du FER ;
- examine, contrôle et approuve les comptes du FER en fin d'exercice ;
- reçoit et examine tous les rapports d'audit aux fins de contrôle de la gestion administrative, financière et comptable du FER ;
- coopère pleinement avec la Cellule indépendante d'Audit courant des marchés d'entretien routier et veille à l'application de ses recommandations.

Article 22 : Les modalités de fonctionnement du Conseil des Routes et de la Direction Générale du FER sont fixées par le règlement intérieur adopté par le Conseil des Routes.

Article 23 : Les délibérations du Conseil des Routes du FER sont transmises dans un délai maximum de dix (10) jours, pour approbation, aux Ministères en charge des tutelles technique et financière. Elles sont exécutoires trente (30) jours après leur réception, sauf avis contraire des autorités de tutelle.

Article 24 : Le mandat de membre du Conseil des Routes prend fin à l'expiration normale de sa durée. Il peut également prendre fin par décès, par démission ou à la suite de la perte de la qualité ayant motivé la nomination ou encore par révocation à la suite d'une faute grave ou des agissements incompatibles avec la fonction de membre du Conseil des Routes.

SECTION 2 : DE LA DIRECTION GENERALE DU FER

Article 25 : Le Directeur Général du Fonds d'Entretien Routier assure, sous le contrôle du Conseil des Routes, la gestion quotidienne du Fonds.

A ce titre, il :

- est l'ordonnateur du budget et des comptes du FER ;
- est responsable de sa gestion devant le Conseil des Routes ;
- est responsable du suivi des opérations de collecte et de reversement des ressources dans les comptes du FER ;
- adresse mensuellement au Président, aux membres du Conseil des Routes et aux Ministres des tutelles technique et financière, un état des ressources mobilisées et des dépenses supportées par le FER ;

- 02/3
- produit une fois par trimestre aux Ministres de Tutelle, un rapport d'évaluation des performances du FER ;
 - prépare et soumet au Conseil des Routes le projet de budget du FER ;
 - prépare les réunions du Conseil des Routes et participe aux réunions sans voix délibérative ;
 - assure le secrétariat du Conseil des Routes ;
 - met en application les décisions du Conseil des Routes ;
 - assure le fonctionnement du FER en conformité avec le manuel de procédures du FER ;
 - prépare l'organigramme et la définition des fonctions de chaque direction
 - propose le recrutement des postes vacants ou à créer ;
 - recrute le personnel non cadre nécessaire au fonctionnement du FER et met fin à ses fonctions ;
 - soumet les états financiers du FER à la Cour des Comptes ;
 - représente le FER dans tous les actes de la vie civile et en justice ;
 - coopère pleinement avec la Cellule indépendante d'Audit courant des marchés d'entretien routier et applique ses recommandations.

Article 26 : La Direction Générale est composée ainsi qu'il suit et comprend :

- un (1) secrétariat ;
- une (1) Direction Financière et Comptable ;
- une (1) Direction de l'Administration et du Personnel ;
- une (1) Cellule de Contrôle de Gestion ;
- un (1) Conseiller Technique.

Article 27 : L'organisation des directions et les attributions des responsables sont fixées par arrêté conjoint des deux Ministres de tutelles, sur proposition du Directeur Général du FER après avis du Conseil des Routes.

Article 28 : Le FER est dirigé par un Directeur Général recruté suivant le processus d'appel à candidatures conduit conjointement par les ministères de tutelle après avis du Conseil des Routes selon le profil défini par ce dernier et il est nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition des Ministères de Tutelle.

Les candidats doivent remplir des conditions de compétence et d'expérience requises notamment dans les domaines de la gestion administrative et financière.

La fonction de Directeur Général est incompatible avec toute autre fonction commerciale, administrative et politique.

04/5

Le contrat du Directeur Général du FER est à durée déterminée. Il est de deux (2) ans renouvelable une seule fois dans les conditions fixées par le Code de Travail.

Le Directeur Général est soumis à une obligation de résultats qui sont définis dans son contrat de performance avec le Conseil des Routes.

Il informe régulièrement le public, au moins une fois par semestre, sur la gestion et l'utilisation des ressources du FER et sur l'avancement de l'exécution financière des programmes annuels d'entretien en cours, financés par le FER.

Article 29 : La comptabilité du Fonds d'Entretien Routier est tenue conformément aux règles établies par le Système Comptable de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (SYSCOHADA).

Le FER peut détenir un ou plusieurs comptes dans les banques commerciales de la place après autorisation du Ministre chargé des Finances.

SECTION 3 : DES MINISTERES DE TUTELLE

Article 30 : La tutelle technique du FER est assurée par le Ministère en charge des Routes. La tutelle financière est assurée par le Ministère en charge des Finances.

A ce titre, la tutelle technique peut suspendre l'exécution de toute décision du Conseil des Routes contraire aux objectifs du FER, après avis du Ministre chargé des Finances.

Les décisions des tutelles technique et financière sont communiquées par écrit au conseil des Routes.

Le Conseil des Routes a l'obligation de s'exécuter en cas de saisine par les Tutelles technique et financière.

SECTION 4 : DES CONTROLE ET AUDIT COMPTABLE, FINANCIER ET TECHNIQUE

Article 31 : Le FER est soumis à une obligation de résultats qui sont définis dans un contrat cadre de performance entre lui et les Ministères de tutelle.

La comptabilité et la gestion financière du FER sont soumises au contrôle des organes compétents de l'Etat conformément à la réglementation en vigueur.

Les comptes du FER sont vérifiés une fois par an par un auditeur comptable et financier indépendant recruté par le Conseil des Routes.

OK

Ils sont soumis au contrôle de la Cellule indépendante d'audit courant des marchés d'entretien routier sur le plan des procédures internes de gestion, des comptes et des mouvements financiers.

La Direction Générale commet, deux (2) fois par an, sur avis conforme du Conseil des Routes, des audits comptables et financiers

Article 32 : Les engagements du FER ne peuvent excéder le montant total de ses ressources.

CHAPITRE VI : DES RELATIONS FONCTIONNELLES ENTRE LE FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER ET LES ORGANISMES BENEFICIAIRES ET CONTRIBUTEURS

Article 33 : Les relations fonctionnelles entre le FER et les organismes bénéficiaires du financement du Fonds et les organismes contributeurs sont précisées dans une convention.

Article 34 : Les organismes bénéficiaires du financement du Fonds et les organismes contributeurs sont soumis au contrôle de la Cellule indépendante d'Audit courant des marchés d'entretien routier.

Ils veillent, chacun en ce qui le concerne, à l'application des recommandations de la Cellule d'audit.

CHAPITRE VII : DU PERSONNEL

Article 35 : Le personnel d'encadrement du Fonds d'Entretien Routier est recruté sur le marché de travail par appel à candidatures conformément à la réglementation en vigueur en la matière.

Le personnel du FER est régi par son Statut du Personnel, le Code du Travail et les dispositions de la Convention collective interprofessionnelle. Il est évalué suivant une périodicité déterminée par le règlement intérieur du FER et ce, conformément au cahier des charges tel que défini dans le contrat de travail. Le renouvellement du contrat est subordonné à la satisfaction des performances professionnelles de l'agent.

Les membres du Conseil des Routes, le Directeur Général et le personnel du FER sont tenus au respect du secret professionnel pour les informations, les faits, les actes et les renseignements dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

CHAPITRE VIII : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES, DIVERSES ET FINALES

Article 36 : La première session du conseil des Routes, sous le régime du FER, est exceptionnellement convoquée et présidée par le Ministre en charge des Routes ou son représentant. Celle-ci est consacrée à l'installation du Président et du Vice-président dudit conseil.

Article 37 : La dissolution du FER est décidée dans les mêmes formes que sa création et sa mise en liquidation est décidée par décret pris en Conseil des Ministres.

Le décret de mise en liquidation porte nomination du liquidateur qui remplace le Conseil des routes et les organes de direction pendant la période de la liquidation et fixe les conditions de sa mission.

A la clôture des opérations de liquidation, les biens meubles et immeubles restant à l'actif font retour au domaine de l'Etat et les deniers au Trésor Public.

L'apurement du passif est assuré par l'Etat.
